

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 29/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société EXSTO SAS**

55 avenue de la déportation  
26100 ROMANS SUR ISERE

Références :20221129-RAP-DAEN0983  
Code AIOT :0006112235

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement EXSTO SAS implanté 55 avenue de la déportation 26100 ROMANS-SUR-ISERE. L'inspection a été annoncée le 17/10/2022.Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXSTO SAS
- 55 avenue de la déportation 26100 ROMANS SUR ISERE
- Code AIOT : 0006112235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Icd : Non

La société EXSTO est spécialisée dans le design et la production par moulage de pièces techniques en polyuréthane pour les secteurs de l'off-shore, de l'industrie, de l'automobile et du mobilier urbain. Elle est spécialisée dans la petite et moyenne série.

L'inspection a contrôlé l'intégrité de la clôture, les extérieurs, l'atelier « grandes pièces », la déchetterie.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection précédente non clôturées,
- risques accidentels,
- déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une Lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
NC1_2020 – Révision du calcul des garanties financières	AP Complémentaire du 06/09/2019, article 5	Lettre de suite
NC5_2020 – Rétention sur les voiries	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.5.1	Lettre de suite
NCM1_2022 – Etude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Mise en demeure, respect de prescription
NC1_2022 – Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.4	Lettre de suite
NC2_2022 - Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.4.4. et 7.4.4.1.	Lettre de suite
NC3_2022 – Formation du personnel permanent au maniement des RIA	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.6	Lettre de suite
NC4_2022 – Stockages des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 5.1.3.1	Lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
Formation du personnel intérimaire aux moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.6

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
O11_2020 – Situation administrative	Code de l'environnement du 24/11/2022, article annexe au R511-1
NC2_2020 – Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
NC3_2020 – Etiquetage appareils de production	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.1.1.1
NC4_2020 – Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.5.1
O2_2020 – Code déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Utilités	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.9
Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.4.
Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.1.2.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés lors de la dernière visite d'inspection ont globalement bien été pris en compte. Les moyens de détection et d'intervention sont présents et bien entretenus. La formation du personnel au maniement des RIA sera à mettre en place.

La déchetterie n'est pas tenue correctement. Un nettoyage et une remise à niveau de la déchetterie sont nécessaires.

L'étude séisme n'a pas été rendue dans les délais impartis (2 ans de retard).

### 2-4) Fiches de constats

O11\_2020 – Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article annexe au R511-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant ne s'est pas positionné sur la rubrique 1978.  Il convient que l'exploitant sollicite le bénéfice de l'antériorité sur la rubrique 1978. Délai : 31/12/2020
<b>Constats :</b> Par courrier du 18/12/2020, l'exploitant s'est positionné sous la rubrique 1978-5 à déclaration.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

NC1\_2020 – Révision du calcul des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/09/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas transmis la révision du calcul des garanties financières et l'attestation de constitutions de ces garanties. L'exploitant doit transmettre le détail de la révision du calcul des garanties financières et l'attestation de constitutions de ces garanties. Délai : 30/11/2020
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières dont l'échéance prend fin le 30/11/2022.  En revanche le détail de la révision du calcul a été transmis par courriel du 25/11/2022.  L'exploitant doit transmettre l'attestation de garanties financières d'ici le 30/11/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

## NC2\_2020 – Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'état des stocks des substances et mélanges dangereux ne présente pas l'état physique et les mentions de dangers associées aux produits.</p> <p>L'exploitant transmettra un état des stocks mentionnant l'état physique et les mentions de dangers associées aux produits.</p> <p>Délai : 01/01/2021</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 25/01/2021, l'exploitant a transmis un état des stocks indiquant l'état physique et les pictogrammes associés aux produits.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## NC3\_2020 – Etiquetage appareils de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Certains appareils de fabrication restent chargés en dehors des heures ouvrées sans que leur contenu et les symboles de dangers ne soient apposés dessus.</p> <p>L'exploitant veillera à faire porter la dénomination du contenu des appareils de fabrication lorsqu'ils restent chargés en dehors des heures ouvrées ainsi que les symboles de dangers associés.</p> <p>Délai : 30/04/2021</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence du type de produits contenus dans les réacteurs hors période ouvrée (pause déjeuner) et le pictogramme de la mention de danger.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### NC4\_2020 – Rétention des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les barrières de mises en rétention du site sont manuelles et ne sont pas mises en place hors heures ouvrées. Il n'est pas prévu qu'elles soient mises en place par du personnel mais par les pompiers si les conditions le permettent.</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions appropriées pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement de déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Des mesures compensatoires doivent être mises en place dans l'attente de mesures efficaces et pérennes. Les consignes seront transmises à l'inspection.</p> <p>Délai : 30/11/2020 pour les mesures compensatoires</p> <p>Délai : 30/04/2021 pour le plan d'action avec échéancier de réalisation</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place des dos d'âne par endroits, une barrière fixe devant une porte très peu utilisée et une barrière actionnable à distance et en local non asservi à la détection incendie (test fait en local OK).</p> <p>Le rapport d'entretien de la barrière du 08/06/2022 ne mentionne pas de problème.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### NC5\_2020 – Rétention sur les voiries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Il n'y a pas de dispositif d'obturation sur les réseaux des eaux de voirie et cela constitue un risque de pollution du milieu en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions appropriées pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement de déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p> <p>Délai : 30/04/2021</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux obturateurs automatiques non asservis à la détection incendie sont mis en place sur les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués.</p> <p>Le rapport de vérification des obturateurs du 28/06/2022 mentionne une suspicion de fuite sur un des obturateurs. Une intervention devait avoir lieu en octobre mais n'a pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant doit justifier du bon état des systèmes d'obturation d'ici le 31/12/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre déchets ne mentionne pas le code déchet des déchets non dangereux. L'exploitant veillera à renseigner le code déchet y compris pour les non dangereux dans le registre déchets conformément à l'article 2 de l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a complété son registre déchets avec les codes des déchets non dangereux. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séisme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux installations existantes seuil haut situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E ;</li> <li>- aux installations nouvelles seuil haut ;</li> <li>- aux installations existantes seuil bas situées en zone de sismicité 4 ou 5 ;</li> <li>- aux installations nouvelles seuil bas situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E.</li> </ul> <p>Toutefois, il ne s'applique pas à ces installations lorsqu'une étude locale prévue à l'article 14-2 a conduit à des accélérations inférieures à celles correspondant pour une classe de sol donnée, aux zones les plus faibles indiquées aux alinéas précédents. Pour ces installations, le préfet prend acte de l'étude locale prévue à l'article 14-2 remise par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;</li> <li>- présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ;</li> <li>- présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique.</li> </ul> <p>Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis son étude séisme. Délai : 6 mois Une mise en demeure est proposée à madame la préfète de la Drôme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</p> <p>Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport Q18 du 07/09/2022 de DEKRA indique la vérification complète des installations électriques et que les installations ne peuvent pas entraîner de risque incendie.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 04/08/2022. 6 écarts sont mentionnés. Un tableau de suivi de levée des écarts tenu à jour est présent.</p> <p>Le rapport mentionne des limites d'intervention relatives à l'examen des cellules haute tension d'arrivée de distribution publique en l'absence d'autorisation (partie HT appartenant a priori à Exsto mais opérée par ENEDIS uniquement (partie sous clé)). Un courriel d'ENEDIS indique que l'entretien sur la partie HT est prévue d'ici la fin de l'année. Aucun contrôle par un tiers n'est prévu.</p> <p>L'exploitant doit faire contrôler l'intégralité de ses installations électriques d'ici le 31/12/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

## Utilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pertes d'utilités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'aucune réaction dangereuse ne peut avoir lieu en cas de perte d'utilité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.4.4. et 7.4.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de sécurité seront munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec alarme sonore et visuelle locale et report d'alarme en salle de contrôle (avec localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée). L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. [...]</p> <p>Détecteurs incendie : Dans les bâtiments de production et de stockage un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des stockages et réacteurs, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, P.C incendie, par exemple).</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport CHUBB du 21/11/2022 pour la vérification de la détection incendie (RAS). Il ne dispose pas d'un plan de localisation de la détection incendie ni de justificatif de dimensionnement de la détection incendie.</p> <p>Le contrat d'entretien du 27/03/2019 avec CHUBB indique des informations succinctes sur les opérations d'entretien à mener sur la détection incendie.</p> <p>La détection incendie est reportée sur une centrale incendie avec localisation de la zone de déclenchement.</p> <p>L'exploitant doit justifier du dimensionnement du système de détection incendie (type, nombre, localisation des capteurs, adaptation de la technologie à la situation réelle) d'ici le 30/06/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie doit pouvoir assurer, en toutes circonstances, par poteau incendie, un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous au moins un bar pendant au moins deux heures consécutives.</p> <p>Deux poteaux incendie sont situés dans l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont normalisés, incongelables et facilement accessibles par voie carrossable; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de produits inflammables.</p> <p>L'installation sera conforme aux normes NFS 61 231 et NFS 62 200.</p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie suffisants et adaptés aux risques tels qu'extincteurs, réserves d'émulseur et robinets d'incendie armés. Ces équipements sont répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles en permanence.</p> <p>Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans les bâtiments de l'établissement en fonction de leurs dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.</p> <p>Les équipements doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification des extincteurs Q4 du 16/12/2021 de la société DESAUTEL (RAS) ;</li> <li>- le rapport de vérification des RIA Q5 du 10/01/2022 de la société DESAUTEL (RAS) ;</li> <li>- le compte rendu de mesure de débit des 2 poteaux incendie présents sur site – le débit mesuré unitairement est supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar (RAS).</li> </ul> <p>Les deux poteaux incendie sont situés dans l'enceinte du site. L'exploitant ne dispose pas d'émulseur mais indique ne pas avoir de risque le nécessitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li> <li>- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> <li>- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li> <li>- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li> <li>- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li> </ul> <p>La formation reçue (cours, stage, exercices, ...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fera l'objet de documents archivés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le personnel permanent est formé au maniement des extincteurs mais non à celui des RIA.</p> <p>L'exploitant indique un risque vis-à-vis de l'utilisation des RIA sur les produits contenant des TDI (vu FDS TDI : moyens d'extinction inappropriés : jet d'eau à grand débit).</p> <p>L'exploitant doit former a minima 50 % du personnel permanent au maniement des RIA d'ici le 31/12/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.  Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li> <li>- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> </ul> <p>des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li> <li>- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li> </ul> <p>La formation reçue (cours, stage, exercices, ...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fera l'objet de documents archivés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le personnel intérimaire est formé aux risques des installations mais n'est pas formé aux moyens d'intervention. Il indique que le personnel intérimaire n'est pas autorisé à intervenir sur un départ de feu mais qu'il doit faire une alerte au personnel permanent.</p> <p>L'exploitant doit s'efforcer de former le personnel intérimaire sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clé, etc.). L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance seront organisées. L'exploitant établira une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. Le personnel de gardiennage sera familiarisé avec les installations et les risques encourus, et recevra à cet effet une formation particulière. Il sera équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.</p> <p>Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.</p> <p><b>Constats :</b>  La clôture est en bon état et complète. Le portail est maintenu clos y compris en période ouvrée. Un gardiennage permanent est réalisé pendant la période ouvrée. Des rondes de gardiennages sont pratiquées. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les risques des installations au travers de plan de prévention annuel.</p> <p>Une astreinte technique est assurée hors heures ouvrées avec une intervention en 1h maximum.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 5.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Toutes précautions seront prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les dépôts soient tenus en état constant de propreté,</li> <li>-les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),</li> <li>-les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : en particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et résistantes aux produits qui y seront déposés ; ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées. Les déchets dangereux sont stockés dans des fûts fermés, en rétention.</li> <li>-les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.</li> </ul> <p>La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (&lt; 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une rétention pour les déchets liquides est remplie d'eau de pluie. L'exploitant doit maintenir la rétention vide.</p> <p>Les déchets dangereux sont placés sous abris. Leur rétention présente des fissures importantes et l'étanchéité de celle-ci est remise en cause. L'exploitant doit mener les travaux nécessaires afin que la rétention soit étanche.</p> <p>Une benne à retournement est remplie de déchets pâteux non identifiés exposés aux intempéries. L'exploitant doit stocker ses déchets dans de bonnes conditions et les identifier correctement.</p> <p>Un stock de piles est présent et semble être dans la déchetterie depuis de nombreuses années. Il convient que ces déchets soient évacués régulièrement.</p> <p>L'ensemble des actions doivent être menées d'ici le 31/03/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite